

**SÉNAT** Une nouvelle mission sur la sous-utilisation des fonds européens a été officiellement lancée le 28 mai.

## B. Delcros veut “repêcher” les fonds européens

**U**ne nouvelle mission sur la sous-utilisation des fonds européens a été officiellement lancée le 28 mai au Sénat. Spécialiste des finances locales, le sénateur du Cantal sera partie prenante du travail qui y sera mené pour comprendre les causes, simplifier les procédures et tenter de “repêcher” les crédits de la programmation 2014-2020 qui pourraient être définitivement perdus.

Pour la période 2014-2020, plus de 28 milliards d'euros ont été alloués à la France par l'Union européenne, dont 1,5 milliard d'euros à l'ancienne région Auvergne. Problème, ces fonds, essentiels

pour accompagner le développement des territoires ruraux, sont sous-utilisés. Et le sénateur Bernard Delcros s'en inquiète. “Au titre du programme Leader, 85 % des crédits n'ont pas été engagés alors qu'il se termine l'année prochaine. Autant d'argent perdu qui aurait pu être fléché sur des projets portés par des collectivités ou des acteurs privés.”

Alerté par de nombreux élus locaux notamment lors de la dernière assemblée générale des maires du Cantal, il a décidé de s'emparer de ce sujet. Et cette nomination au sein de la nouvelle mission sénatoriale arrive à point nommé.

Objectif du groupe de travail, analyser les causes de la sous-utilisation chronique des crédits européens, proposer des solutions pour simplifier les procédures et demander une prorogation jusqu'en 2022 sans pour autant retarder la nouvelle programmation.

Rapporteur de la politique de cohésion de l'Union européenne dans le cadre de la programmation 2021-2027, le sénateur voit dans cette nouvelle nomination l'opportunité d'améliorer la situation pour la programmation à venir et pourquoi pas de sauver les crédits de la programmation en cours.